

21 juin 2021

(21-5063)

Page: 1/2

Comité de la facilitation des échanges

Original: anglais

**PROPOSITION CONCERNANT LE SUIVI DE L'ÉTAT D'AVANCEMENT
EFFECTIF DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD DE L'OMC SUR
LA FACILITATION DES ÉCHANGES DANS LE CADRE DE
L'EXAMEN DE L'ACCORD QUATRE ANS APRÈS
SON ENTRÉE EN VIGUEUR**

COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR LE JAPON

La communication ci-après, datée du 18 juin 2021, est distribuée à la demande de la délégation du Japon.

1 CONTEXTE

1.1. Il est attendu que l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE) entraîne une réduction des coûts du commerce en termes d'argent et de temps consacrés aux procédures à la frontière. Selon le Rapport sur le commerce mondial 2015, les pays en développement, dans lesquels les coûts du commerce demeuraient relativement élevés, étaient ceux qui avaient le plus à gagner de la mise en œuvre rapide et complète de l'AFE. À cet égard, le Japon a contribué activement à la fourniture d'assistance technique aux pays en développement et aux pays les moins avancés Membres, en particulier sur les questions douanières, pour les aider à bénéficier des gains escomptés. Des renseignements concernant les activités d'assistance et de soutien pour le renforcement des capacités menées par le Japon en 2019 sont disponibles dans la notification pertinente (G/TFA/N/JPN/6).

1.2. Le Japon estime que l'examen de l'AFE de cette année constitue une bonne occasion de faciliter encore la mise en œuvre de l'Accord. En ce qui concerne les progrès réalisés à ce jour en vue de la mise en œuvre complète de l'AFE, le Japon apprécie les efforts faits par les Membres pour notifier au Comité de la facilitation des échanges de l'OMC les catégories et les dates indicatives/définitives relatives aux dispositions de la section I de l'AFE. Le Japon se félicite du fait que le rapport factuel établi par le Secrétariat de l'OMC (G/TFA/W/41) indique que la plupart des Membres ont présenté leurs notifications dans les délais prescrits, dont la plupart tombaient dans la période de quatre ans suivant l'entrée en vigueur de l'AFE.

1.3. Sur la base des dates définitives notifiées, de nombreux Membres semblent désormais se trouver au stade de la mise en œuvre des dispositions de la Section I. Ainsi, le Japon considère qu'il est très important d'établir un mécanisme pour assurer le suivi de la manière dont les dispositions sont effectivement mises en œuvre par les Membres de sorte que le Comité puisse traiter comme il convient tout problème qui pourrait se poser pendant la mise en œuvre de l'AFE. Le Japon espère que la proposition ci-après pourra contribuer à la discussion sur les méthodes de suivi.

2 PROPOSITION

2.1. Le Japon souhaite soumettre les deux idées suivantes pour considération par le Comité au cours de l'examen.

2.2. Premièrement, afin d'aider les Membres à mieux gérer leurs plans de mise en œuvre, le Japon propose que le Comité examine régulièrement (par exemple chaque année) l'efficacité de la liste de dates définitives établie par le Secrétariat de l'OMC (G/TFA/INF/1). L'objectif de la liste est de

rappeler aux Membres leurs dates définitives respectives de sorte que ceux qui rencontrent des difficultés dans la mise en œuvre de dispositions des catégories B ou C puissent prendre les mesures appropriées comme prévu aux articles 17, 18 et 19 de l'AFE. Il est espéré que le Comité pourra améliorer la liste et les méthodes de distribution de celle-ci en se fondant sur les informations reçues en retour des Membres pour que la liste continue à jouer son rôle. Le Japon estime que cela permettra aux Membres de mieux gérer leur propre état d'avancement de la mise en œuvre.

2.3. Deuxièmement, le Japon propose que le Comité décide de recommander la pratique suivante aux Membres qui ont mis en œuvre avec succès les dispositions des catégories B ou C, à savoir de présenter des notifications complémentaires de suivi pour confirmer leurs dates de mise en œuvre effective, comme l'ont fait certains Membres dans leurs notifications, ou de partager avec le Comité leurs expériences relatives à la mise en œuvre tout en précisant clairement la disposition mise en œuvre, la date définitive notifiée et la date de mise en œuvre effective. Il convient de relever que, contrairement aux dispositions de la catégorie C, la mise en œuvre des dispositions de la catégorie B est gérée par le Membre notifiant lui-même et qu'il est difficile pour les autres Membres de savoir si les dispositions de cette catégorie ont été dûment mises en œuvre dans le délai notifié. Par conséquent, le Comité devrait encourager les Membres qui ont mis en œuvre avec succès les dispositions de la catégorie B à prendre les mesures ci-dessus, y compris la présentation d'une notification complémentaire.

2.4. Le Japon considère que cela pourrait être des moyens efficaces de renforcer la transparence et de contribuer au meilleur suivi de l'état d'avancement de la mise en œuvre effective de l'AFE.
